APPEL DE PARIS POUR JULIAN ASSANGE

Julian Assange est un journaliste australien en prison. En prison pour avoir rempli sa mission de journaliste.

Julian Assange a fondé WikiLeaks en 2006 pour permettre à des lanceurs d'alerte de faire fuiter des documents d'intérêt public. C'est ainsi qu'en 2010, grâce à la lanceuse d'alerte Chelsea Manning, WikiLeaks a fait œuvre de journalisme, notamment en fournissant des preuves de crimes de guerre commis par l'armée américaine en Irak et en Afghanistan.

Les médias du monde entier ont utilisé ces informations. Certains se sont même associés à WikiLeaks.

Les journalistes français et leurs hiérarchies sont ici interpellés puisque trop de grands médias font preuve d'un silence suspect face au sort de Julian Assange.

Celui-ci est persécuté par les États-Unis depuis douze ans, avec l'aide de leur allié britannique. Poursuivi, harcelé, sali dans son honneur, il a déjà été privé de liberté pendant plus de onze ans au Royaume-Uni (une année en résidence surveillée avec un bracelet électronique, sept ans réfugié politique dans les locaux exigus de l'ambassade d'Équateur à Londres et depuis trois ans dans la prison de haute sécurité de Belmarsh).

Julian Assange risque d'être extradé vers les États-Unis qui le poursuivent pour « espionnage ». Là-bas, il encourt jusqu'à 175 ans de prison !

Depuis des années, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) avec ses 190 affiliées représentant quelques 600 000 adhérents des médias dans 150 pays et les syndicats nationaux ont plaidé sa cause sans relâche.

Depuis des années, des collectifs, des organisations, des médias, des personnalités alertent sur la persécution dont est victime Julian Assange et demandent sa libération. Plusieurs appels ont été lancés. Récemment, l'Appel de Genève (*) a réuni journalistes, rédacteurs en chef et directeurs, éditeurs et médias (Club suisse de la presse, 22 juin 2022).

Le 3 juillet, à la suite d'un rassemblement place de la République à Paris soutenu par une vingtaine d'organisations et de médias – à l'occasion du 51e anniversaire de Julian Assange –, un comité de soutien français est créé et un nouvel appel est lancé.

Cet Appel de Paris demande :

- que Julian Assange soit libéré, protégé, réhabilité, rendu dans tous ses droits personnels et professionnels et indemnisé ;

- que le gouvernement français lui accorde l'asile politique.

Julian Assange est nommé (**) en 2022 pour le prix des droits de l'Homme Václav Havel du Conseil de l'Europe qui, chaque année, récompense une personne, organisation non gouvernementale ou institution œuvrant à la défense des droits de l'Homme. C'est déjà une reconnaissance essentielle pour ce prisonnier politique victime de la raison d'État de Washington.

S'il était extradé vers les États-Unis, quelle personne au monde (journaliste, lanceur d'alerte, etc.) oserait encore informer sur des dossiers gênants pour l'administration américaine ?

JULLIAN ASSANGE DOIT ÊTRE LIBÉRÉ
LA FRANCE DOIT LUI ACCORDER L'ASILE

Signataires :
Acrimed ; **Alertes.me** ; **Anticor** ; **Assange, l'ultime combat** ; **Attac France** ; **Au poste** ; **Blast, le souffle de l'info** ; **Le Canard réfractaire** ; **Convergence nationale des collectifs de défense et développement des services publics** ; **Élucid média** ; **Fédération internationale des journalistes (FIJ)** ; **Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH)** ; **Le Grand Soir** ; **Là-bas si j'y suis** ; **Ligue des droits de l'Homme (LDH)** ; **Maison des lanceurs d'alerte** ; **Les Mutins de Pangée** ; **Rencontres annuelles des lanceurs d'alerte** ; **Robin des lois** ; **Syndicat national des journalistes (SNJ)** ; **Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT)** ; **Terre et Liberté pour Arauco** ; **Toute la France avec Assange – Unity4JFrance**.

(*) pressclub.ch

(**) Les six parrains et marraines sont : Mme Mairead Corrigan Maguire, prix Nobel de la paix ; M. Thorbjørn Jagland, ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe ; M. Luiz Inácio Lula da Silva, ancien président de la République du Brésil (2003-2010) ; Mme Dominique Pradalié, présidente de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) ; M. Noam Chomsky, professeur émérite de linguistique ; et M. Jeremy Corbyn, député britannique.

Pour contacter le comité de soutien et/ou rejoindre l'appel, écrire à : comitesoutienassange@protonmail.com.

Paris, le 3 Juillet 2022